

Pharmacie Selon les professionnels, sur les 12000 pharmacies que compte le Royaume, 3500 sont en situation de faillite absolue et 4000 autres en situation de difficulté extrême, et pourraient déposer le bilan aussi. Ne sachant plus à quel saint se vouer, ils en appellent aux pouvoirs publics pour trouver une solution d'urgence. PAR R.A.

Les raisons profondes de la crise

La pharmacie vit des moments pénibles selon les professionnels. Le secteur traverse en effet une crise aiguë qui ne fait que se poursuivre. Sur les 12000 pharmacies que compte le Royaume, 3500 sont en situation de faillite absolue et près de 4000 autres vivent, assure le Conseil national de l'Ordre des pharmaciens. Les marges s'effritent et les professionnels ne savent plus à quel saint se vouer. « C'est la descente aux enfers si rien n'est fait », sonne Hamza Guedira, président du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens. Pour lui, le secteur vit ces moments difficiles aujourd'hui parce que les autorités de tutelle ont manqué de vision sur le moyen terme, et surtout d'anticipation. Un plan de sauvetage est réclamé. Depuis plusieurs mois, les discussions au sein de la profession portent notamment sur l'élaboration d'une loi-cadre qui permettrait de redonner un nouveau souffle au secteur. « Les facteurs aggravant la situation sont de plusieurs ordres. Il y a, entre autres, l'étroitesse du marché, le fait que nous n'ayons pas pu juguler le flux des installations d'officines et surtout l'application du fameux décret portant sur la baisse du prix de certains médicaments. C'est d'ailleurs ce dernier facteur qui a porté le coup de grâce au secteur », explique le président du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens. Les professionnels reprochent surtout au pouvoir public d'avoir appliqué la baisse du prix des médicaments sans aucune étude d'impact et de n'avoir pas activé les mesures de compensation.

La parapharmacie ne sauvera pas la mise

« Le monopole des pharmacies est également attaqué de partout. Aujourd'hui, certains pédiatres vendent directement certains médicaments aux patients, certains radiologues et cliniques vendent des opacifiants. De même, le



LE CHIFFRE

750 MDH

C'est le chiffre d'affaires annuel du secteur selon le Conseil national de l'ordre des pharmaciens.

monopole pharmaceutique en matière de médicaments à usage vétérinaire est aussi fortement attaqué par les vétérinaires. Nous sommes attaqués même sur les dispositifs médico-stériles. Il est clair qu'aujourd'hui la loi 17-04 n'est pas appliquée », dénonce Hamza Guedira, estimant que si l'application de la loi conférant le monopole pharmaceutique exclusivement aux pharmaciens était effective, la situation serait meilleure. La réorganisation et la moralisation des conseils de l'ordre sont également vivement souhaitées et ce, d'autant plus que le texte qui les régit date de 1976. « C'est un texte totalement caduque. Il y a vraiment lieu de faire un toilettage des textes qui régissent le secteur dans son ensemble. Il faut qu'on fasse une rupture avec le passé pour

notamment être en phase avec le nouveau modèle de développement souhaité par SM le Roi », déplore Hamza Guedira, qui ajoute toutefois qu'il semblerait qu'il y a un nouveau texte dans le pipe au ministère de tutelle. Face à cette série de défis, le Conseil national fait savoir qu'il s'est mobilisé en faisant le tour des pouvoirs publics pour les sensibiliser sur les différentes problématiques que connaît le secteur. « Mais, force est de constater qu'il y a une lenteur dans le processus de prise de décisions des autorités concernées. Ce qui ne fait qu'accélérer la descente aux enfers du secteur », soutient un professionnel dont la pharmacie est en difficulté depuis plusieurs années. Selon lui, même si un grand nombre de pharmaciens s'est lancé ces dernières années dans la parapharmacie, il n'y a aucun doute que ce segment ne peut combler le gap. La profession indique d'ailleurs que la parapharmacie ne représente que 5 à 10% du chiffre d'affaires du secteur estimé à 750 millions de DH. En tout cas pour le moment, les professionnels sont dans l'expectative et attendent un signal fort de la part des pouvoirs publics. ■